

Frédéric Boccara

Les banques : pour la finance ou pour les peuples donc la planète ?

« Il n'y a pas de doute que le système de crédit sera un puissant levier lors du passage du mode de production capitaliste au système de production fondé sur l'association du travail ; mais il ne saurait pourtant être qu'un élément en liaison avec d'autres grands bouleversements organiques du mode de production lui-même. »

Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, 1894 (Éditions Sociales, 1976, p. 560).

Les banques constituent un enjeu politique majeur. Pour lutter contre la pandémie, il faut des avances pour la recherche, des avances pour embaucher dans les services publics (hôpital, université, école, collectivités, etc.), des avances pour investir et former dans la production de vaccins et de médicaments. Il faut des avances pour remplacer les salaires et permettre de vivre, avant que l'on puisse recommencer à travailler et produire normalement, mais aussi pour préparer les productions nouvelles de secteurs dont le modèle est à revoir (transport aérien, par exemple). Les marchés financiers ne le feront pas. Ils nous ont même conduits dans la situation de disette extrême actuelle de l'hôpital. Peut-on croire un instant que la fiscalité, prélevée sur une production de richesse largement en recul, suffira ? Évidemment non ! Et d'ailleurs, on devrait se méfier des déclarations du FMI qui, le cœur sur la main, appelle à une contribution fiscale temporaire des plus riches...

Le nœud du problème, ce sont bien les banques, banques ordinaires et banques centrales.

Elles étaient au cœur de la crise financière historique de 2008-2009, qui a démultiplié les politiques d'austérité contre les services publics ou contre la recherche et armé le ressort de la crise sanitaire actuelle. Elles sont moins visibles dans la présente crise alors que pourtant leur responsabilité y est énorme. Pourtant, se profile un enjeu majeur : comment sortir de la situation actuelle sans déchaîner l'austérité, ce qui nous plongerait dans une situation pire. Cela concerne les PGE (prêts garantis par l'État aux entreprises), comme le matraquage sur la « mobilisation de l'épargne » pour la consommation (au lieu de la création monétaire pour engager de nouvelles productions). Cela concerne aussi l'énormité du gonflement financier (les Bourses ont encore dépassé les sommets d'avant Covid) qui va d'une part imposer l'austérité contre les dépenses sociales et salariales, qui va d'autre part brandir un chantage pour maintenir le soutien aux titres boursiers et aux rendements, prétextant l'effet catastrophique d'un dégonflement financier.

Actuellement, c'est l'action des banques centrales et leur rôle pour une création monétaire massive qui est particulièrement visible¹. Car banques centrales et banques de second rang créent de la monnaie. Les premières par injection directe de liquidités « dans l'économie » en refinançant les banques ou en achetant des titres sur les marchés financiers (politiques dites non conventionnelles), mais les secondes de façon aus-

si très massive par leur politique de crédit « à l'économie », via un jeu d'écriture.

C'est un enjeu de classe moderne. Car à qui font-elles crédit ? Aux détenteurs de capitaux, qui vont donc chercher leur profit maximum, ou à des travailleurs en lutte ? À des conférences régionales ou nationales sur la base de projets précis ? C'est-à-dire à la collectivité qui va chercher le bien commun. Pour faire quoi ? Spéculer, investir à l'étranger, ou réaliser des productions réelles ? Et de quel type : polluantes ou écologiques ? Ou encore moderniser et investir en supprimant des emplois ou moderniser en formant et en embauchant ? Etc.

La détermination des projets est essentielle. C'est une question de démocratie, avec une planification décentralisée, à partir des besoins socio-écologiques, d'emploi, de production, de services publics, dans la conception communiste d'un socialisme autogestionnaire.

Mais le capital, via les patrons des grandes entreprises va dire : « pas rentables ! vos projets, les actionnaires, fonds d'investissements et milliardaires, ne veulent pas suivre ». Y a-t-il besoin d'aller chercher un « investisseur », actionnaire plus ou moins bien intentionné alors que l'argent est là, dans les banques, celui de toutes et tous, et il peut être démultiplié. Il nous appartient, force coagulée de la société. Et sinon, comme actuellement, ces mêmes banques prêtent aux actionnaires qui poussent les feux des marchés boursiers pour un regain de cancer financier et d'émissions de CO₂ (les banques françaises émettent 7 fois plus que le territoire français, d'après Oxfam).

Ce n'est pas par quelques taxes sur la finance qu'on réglerait le problème, ni par une séparation des activités spéculatives des banques, activités qui ne feront que s'étendre. Ces mesures sont utiles dans un cadre d'ensemble, mais en elles-mêmes ne feront qu'accompagner le même mouvement, pour le rendre un peu supportable et calmer la colère populaire.

L'appropriation sociale des banques et du crédit – c'est-à-dire des nationalisations conséquentes, accompagnées de pouvoirs nouveaux des travailleurs, des citoyens, visant un autre crédit – est décisive pour une politique de gauche, sociale-écologique. Il se trouve qu'elle est révolutionnaire !

Elle doit s'accompagner d'une tout autre politique monétaire par la Banque centrale (la BCE). Elle peut s'engager à partir de la France d'une part en utilisant les marges d'action qui existent pour le refinancement des banques, d'autre part en créant un Fonds pour les services publics à partir du pôle public bancaire déjà exist-

tant en France. Ce pourrait être, pour le mouvement social et pour un gouvernement de progrès social, l'engagement d'une bataille sociale et politique commune avec d'autres peuples et pays d'Europe face à la politique actuelle de la BCE.

La bonification publique du crédit, par un fonds public spécifique, institution publique démocratique, agissant en levier sur le crédit des banques mais ne faisant pas le crédit à leur place, peut permettre d'engager cette dynamique de changements politiques et sociaux, au niveau territorial, à l'appui des luttes sociales sans attendre un grand soir électoral global.

Car le vieux monde résiste terriblement! Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les politiques sociales de 1981 ont buté dessus, et si Hollande en créant la BPI (Banque publique d'investissement) l'a chargée non pas de pratiquer un autre crédit mais «d'accompagner» les projets des banques privées pour sécuriser leurs profits, leur laissant le monopole des critères et des choix. Ce n'est pas non plus un hasard si les représentants des travailleurs et élus y sont cantonnés dans un conseil d'orientation sans pouvoirs, et si ses conseils d'orientation régionaux n'ont même pas été renouvelés!

Et bien sûr se pose la question du suivi du crédit : par une technocratie financière, nourrie de la culture des taux de rendement financier, de ses critères et au fonctionnement centralisé et opaque? Ou par des assemblées démocratiques, transparentes, sur la base de critères précis d'efficacité économique, sociale et environnementale, ayant en leur cœur le développement de toutes les capacités humaines et l'économie de capital et moyens matériels? Il y a donc un immense enjeu à faire se rejoindre les luttes dans les entreprises avec les exigences sociales et sociétales s'exprimant sur les banques.

Luttes pour d'autres critères de gestion, pour une véritable appropriation sociale des entreprises, de leur gestion par tous les moyens (nationalisations, coopératives, etc.), luttes pour un tout autre crédit bancaire et luttes sociétales et écologiques peuvent se rejoindre. Il y a un potentiel considérable. Mais cela ne se fera pas naturellement. Il faut un puissant mouvement social, nourri par une intense bataille d'idées.

Entre batailles d'entreprises et exigences de la société civile sur l'argent, les salariés des institutions bancaires et financières peuvent faire le pont. Elles et eux qui voudraient bien faire autre chose et sont en interrogation sur leurs missions, alors même que le patronat bancaire a engagé des plans de suppressions massives d'emplois bancaires dans les territoires et qu'il refuse la nécessaire montée en qualification et en responsabilité des salariés des banques, engagé comme il est dans l'automatisation aveugle des relations avec les usagers et dans la mise en place démultipliée de «salles de marchés» pour une financiarisation accrue. D'autant que l'argent déposé dans les banques (qui leur sert de base pour faire du crédit) est à 80-90 % celui du monde du travail et de la création, retraités inclus.



Alors est-ce nouveau? Ce ne serait pas dans Marx? Mais les avances pour produire sont au cœur de l'analyse économique de l'auteur du *Capital* qui a si bien expliqué comment le capitaliste, «l'homme aux écus», avance un capital $C + V$, et s'attend à un profit en retour. Eh bien, dans les conditions nouvelles du capitalisme globalisé, financier, il s'agit de contrecarrer le capital sur son terrain de classe, avec l'argent hors des mains du capital et de sa logique : avancer de l'argent dans des développements humains (services publics et emploi), des recherches pour obtenir des produits et services nouveaux, écologiques, et visant un progrès de toute la valeur ajoutée. Il s'agit ainsi de poursuivre Marx, mais aussi de dépasser le keynésianisme, dont le regain récent aux États-Unis ignore le besoin si aigu de critères nouveaux et de pouvoirs démocratiques à tous les niveaux².

L'enjeu se pose jusqu'au niveau mondial, où le FMI vient de décider d'une création monétaire de DTS pour l'équivalent de 650 milliards de dollars. Mais pour qui? À quelles conditions? Pour faire quoi? Services publics et formation-investissement pour produire des vaccins dans les pays du Sud?

Cela se construit, cela demande un travail d'organisation, de formation, une autre conception de l'action militante, syndicale bien sûr, mais aussi politique. Le PCF y a une grande responsabilité. Le moment politique l'exige. La revue *Économie & Politique* tâche d'y contribuer, à sa mesure. 50 ans après la «fin» du compromis de Bretton-Woods, la maîtrise de la monnaie et de son utilisation apparaît comme un véritable enjeu de civilisation à l'échelle de l'histoire. Libérée par rapport à l'or, la création monétaire n'a, apparemment, plus de limite. Le grand capital

veut lui imposer l'infini de son avidité. La crise pandémique, montre comme limite la production réelle, de biens et de services publics. N'est-il pas temps de chercher à lui donner comme limite la réponse aux besoins humains sociaux, écologiques et sanitaires? C'est-à-dire une politique de civilisation nouvelle de partage et de biens communs pour toute l'humanité.

Tel est le sens de la novation communiste pratique et théorique, enjeu de la réorientation du PCF, déjouant l'alternance entre dilution et traditionalisme de symboles communistes, tout autant que la coupure opposant luttes sociales et sociétales, elles-mêmes coupées des enjeux politiques de conquête de pouvoirs à poser dans l'intense bataille d'idées de la présidentielle à venir.

1• Même s'il faut différencier entre Fed, BCE d'un côté, Banque populaire de Chine de l'autre, d'un troisième côté banques centrales des pays émergents (Inde, Turquie, Afrique du Sud, etc.) qui ont beaucoup moins de marges de manœuvre et semblent souvent acculées à des dévaluations, et enfin les autres banques centrales.

2• Ils semblent oublier cette remarque cruciale de Keynes lui-même : «si nous sommes tentés de voir dans la monnaie un élixir qui stimule l'activité du système, rappelons-nous qu'il y peut y avoir plusieurs obstacles entre la coupe et les lèvres», *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Chapitre 13, 1936 (éd Payot, 1982, p. 184).